

G3. Uniformisation et fractures du monde

Première partie : Cultures et religions

1. Je suis capable de caractériser un espace

- Dégagez deux caractéristiques importantes de l'aire de civilisation occidentale.

2. Je suis capable de citer des acteurs

- Citez deux acteurs (institutions, entreprises, organisations...) qui contribuent à l'émergence d'une culture mondiale.

3. Je suis capable de justifier une affirmation en proposant ou choisissant des arguments

- Justifiez la proposition suivante : « La mondialisation conduit à la fois à une uniformisation et à une différenciation des cultures. »

- Justifiez et discutez cette affirmation : « La mondialisation provoque l'émergence d'une culture mondiale uniformisée. »

- Justifiez l'affirmation suivante : « La mondialisation de la culture et des modes de consommation n'aboutit pas à une uniformisation de la culture. »

- Justifier en une dizaine de lignes l'affirmation suivante : « La mondialisation favorise l'uniformisation des modes de consommation ».

- Justifiez en quelques lignes l'affirmation suivante : « la mondialisation favorise l'uniformisation des modes de consommation ».

- Justifiez l'affirmation suivante : « Les progrès des communications favorisent l'émergence d'une culture mondialisée ».

- En vous appuyant sur des exemples précis, expliquez pourquoi on peut parler aujourd'hui d'une « culture mondiale ».

- « Les grandes manifestations sportives mondiales participent à l'émergence d'une culture mondiale ». Justifiez cette affirmation à l'aide de deux arguments.

- « La mondialisation par la culture et la consommation suscite des formes de rejet et de contestation ». Justifiez cette affirmation en proposant deux arguments différents.

- « La permanence des aires de civilisation est un facteur de différenciation de l'espace mondial ». Choisissez deux arguments pour justifier cette affirmation :

- a. l'anglais est la première langue de communication
- b. les grandes entreprises multinationales doivent adapter leurs produits aux goûts des différentes populations
- c. le football est pratiqué dans le monde entier
- d. des milliers de langues sont parlées dans le monde
- e. toutes les agglomérations du monde ont des quartiers d'affaires identiques.

4. Je suis capable de proposer ou choisir une définition pour une notion

- Choisissez parmi les définitions suivantes, celle qui s'applique à la notion d'interdépendance :

- a. Passage facilité entre plusieurs modes de transport au cours d'un même déplacement.
- b. Dépendance réciproque des économies nationales dans le système mondial.
- c. Proposition d'une autre mondialisation fondée sur la solidarité Nord-Sud.

- Retrouvez la notion définie par chacune des propositions suivantes :

- a. Ensemble des caractères matériels, culturels et sociaux communs à une société ou à un groupe de sociétés.
- b. Zone de contacts et/ou d'échanges qui met en relation deux espaces différents.

- Nommez pour chacune des deux définitions la notion correspondante :

- a. Mouvement politique et religieux qui vise à faire du Coran la base de l'organisation politique et sociale d'un Etat.
- b. Un monde organisé autour de plusieurs puissances nationales ou supranationales concurrentes.

- Proposez une définition de la notion de culture.

- Définissez de façon précise le terme « civilisation ».

- Définissez les notions suivantes : insularité, syncrétisme.

Seconde partie (UN SEUL des deux sujets d'étude suivants est traité en cours) :

I. La santé

1. Exercices qui portent sur un document

Document. Chiffres sur la santé dans le monde

	Espérance de vie à la naissance 2008	Population adulte (15-49 ans) porteuse du VIH* (%) 2005	Mortalité infantile (pour mille naissances) 2005	Dépenses de santé par habitant en dollars 2008	Personnel infirmier et sages-femmes (pour dix mille habitants) 2008	Population ayant accès à des sanitaires (en %) 2008	Population sans accès à une source d'eau potable (en %) 2008
Afrique du Sud	50,8	18,8	55	748	41	65	12
Australie	80,9	0,1	5	3123	97	100	0
Botswana	48,1	24,1	87	504	27	42	5
Brésil	71,7	0,5	31	1520	38	75	10
Canada	80,3	0,3	5	3173	101	100	0
France	80,2	0,4	4	3040	80	100	0
Inde	63,7	0,9	56	91	13	33	14
Japon	82,3	0,1	3	2293	95	100	0
Pakistan	64,6	0,1	79	48	5	59	9
Sri Lanka	71,6	0,1	12	163	17	91	21
Suisse	81,3	0,4	4	4011	110	100	0
Zambie	40,5	17	102	63	20	55	42
Zimbabwe	40,9	20,1	81	139	7	53	19

* VIH : virus pouvant entraîner le déclenchement du SIDA.

Sources : OMS <http://www.who.int/research/fr/> ; PNUD <http://hdrstats.undp.org/fr/indicators/>

Questions :

- 1) Quels regroupements d'Etats peut-on établir au regard de l'espérance de vie ?
- 2) Quelles sont, d'après le document, les caractéristiques des Etats les plus développés ?
- 3) Quels éléments du tableau permettent d'expliquer la faiblesse de l'espérance de vie en Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Zambie, Zimbabwe) ?
- 4) Montrez, à l'aide des données du tableau, que la mortalité infantile des différents Etats est liée aux conditions sanitaires des populations.
- 5) Pourquoi peut-on dire que la santé est révélatrice des différences de développement ?

Document. Chiffres sur la santé dans le monde

IDH, Nombre de médecins pour 100 000 personnes, Taux de mortalité infantile, Dépenses de santé par habitant, Espérance de vie à la naissance

Source : Rapport mondial sur le Développement 2006, Programme des Nations-Unies pour le développement

QUESTIONS :

Question 1 : Quelle organisation est à l'origine de ces statistiques ? Citez un de ses organismes spécialisés dans la santé.

Question 2 : Après avoir précisé les deux indicateurs que vous retenir, regroupez les pays en fonction de leur encadrement médical. Justifiez vos regroupements.

Question 3 : Quels liens peut-on faire entre les dépenses de santé et les autres indicateurs de ce tableau ?

Question 4 : Ce document présente-t-il l'ensemble des relations qui existent entre la santé et le niveau de développement ? Justifiez votre réponse.

Document. Entretien avec Awa Marie Coll-Seck, directrice exécutive du partenariat Faire reculer le paludisme¹ (RBM)².

Question : Il y a eu de nombreuses initiatives : la Conférence ministérielle d'Amsterdam sur le paludisme en 1992, la Conférence de Dakar en 1997, Abuja en 2000. Ces actions imposées d'en haut ont-elles un effet ?

Réponse : [...] Pendant de nombreuses années, le paludisme avait disparu des priorités internationales, notamment après les campagnes des années 50 qui ont échoué dans les pays africains, bien qu'elles aient réussi ailleurs. Ces initiatives sont un moyen de veiller à ce que la communauté internationale n'oublie pas le paludisme et s'attache à mettre le traitement et la prévention à la disposition de tous.

Q : Où les actions de lutte ont-elles porté leurs fruits ?

R : Dans le temps, l'Érythrée était l'un des rares exemples, mais maintenant, ces exemples se sont multipliés. Ces deux dernières années, l'Afrique du Sud, le Swaziland et une partie du Mozambique ont mis en œuvre toutes les stratégies pour lutter contre le paludisme et ont réussi à diminuer de 90% la mortalité et la morbidité³. [...] Dans certains pays, le nombre des cas de paludisme a baissé de 60%, grâce à l'accès aux médicaments et aux moustiquaires imprégnées d'insecticide. [...]

Q : Au niveau des activités des partenaires, comment vous y prenez-vous, pour éviter les doublons ?

R : Lorsque nous avons commencé en 1998, il y avait quatre partenaires (l'OMS, l'UNICEF, le PNUD et la Banque mondiale). Aujourd'hui, le partenariat RBM regroupe des centaines, organisations non gouvernementales, secteur privé, pays donateurs, universités, fondations, ce qui donne à votre question encore plus d'importance aujourd'hui. Notre partenariat a pour rôle de coordonner les efforts. Le site web du partenariat RBM et ses alertes permettent à nos partenaires de se tenir au courant des informations les plus récentes. [...]

Q : La plupart des victimes du paludisme ont moins de cinq ans. Pourquoi n'y a-t-il pas de médicaments pédiatriques ?

R : Les formes pédiatriques des médicaments antipaludiques ont manqué, mais la situation est en train d'évoluer. Sanofi-Aventis⁴ et l'Initiative sur les Médicaments pour les maladies négligées⁵ ont produit une association médicamenteuse pour les enfants. Elle est disponible dans plusieurs pays d'Afrique et le système de présélection étendra encore sa disponibilité. [...]

Q : Les associations médicamenteuses comportant de l'artémisinine (ACT) sont maintenant disponibles à prix réduit dans les pays en développement. Pourquoi ces médicaments subventionnés sont-ils toujours aussi peu accessibles dans le secteur public en Afrique ?

R : Entre 60 et 70% des gens achètent ces médicaments dans le secteur privé ou non officiel, le reste de la population allant dans les hôpitaux publics. Dans le secteur privé, presque tout le monde achète des médicaments moins chers mais inefficaces, comme la chloroquine [...] et seuls 2% achètent des ACT. C'est une catastrophe. C'est la raison pour laquelle [...] dans le courant de l'année, un dispositif mondial va être créé, comme celui pour la tuberculose. L'idée, c'est que les ACT soient vendues au même prix que la chloroquine, voire à un prix inférieur, de façon à ce que les gens les achètent. Le Fonds mondial est bien placé pour héberger et gérer ce dispositif qui est actuellement à l'étude. [...]

Q : L'un des candidats à la présidence des États-Unis a promis d'investir un milliard de dollars par an dans le traitement et la prévention pour mettre fin à la mortalité due au paludisme en Afrique d'ici huit ans. Cela suffira-t-il ?

R : Nous nous félicitons de cette annonce et nous espérons que tous les candidats prendront le même engagement. [...] Je ne pense pas que nous y arriverons dans les dix prochaines années et nous pourrions avoir besoin de nouveaux outils: des médicaments, des insecticides, des moustiquaires et un vaccin⁶. Nous disposons pour l'instant d'un milliard par an, mais il nous faut trois milliards pour éliminer le paludisme des menaces pesant sur la santé publique.

Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), volume 86, février 2008.

1 - Le paludisme est une maladie parasitaire transmise par la piqûre de moustiques infectés. Autre nom : malaria.

2 - RBM (Roll Back Malaria) : « Faire reculer le paludisme » ; ce partenariat a pour objectif de réduire de moitié le nombre des infections paludiques dans le monde d'ici à l'année 2010.

3 - Terme d'épidémiologie : nombre de personnes souffrant d'une maladie donnée pendant un temps donné, en général une année, dans une population.

4 - Firme pharmaceutique.

5 - Organisation à but non lucratif, créée en 2003 pour trouver des solutions médicamenteuses pour les populations pauvres (elle regroupe des ministères, des instituts de recherche...).

6 - Il n'existe pas aujourd'hui de vaccin contre le paludisme.

Questions :

- 1) Quel problème fait l'objet de cet entretien ?
- 2) Relevez et classez les acteurs participant à la lutte contre le paludisme.
- 3) En quoi consiste RBM ?
- 4) Quels sont les principaux moyens de lutte contre le paludisme et les difficultés rencontrées ?
- 5) En quoi le contenu de cet entretien illustre-t-il l'importance de la solidarité et de la coopération internationales ?

Document. Affiche de Médecins Sans Frontières contre le paludisme [un moustique vidant l'Afrique de son sang]

« VOILÀ UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE QUI N'INTÉRESSE PERSONNE. »

Transcription du texte de l'affiche :

« Le paludisme tue. Les moustiques, vecteurs de contamination de la maladie infectent plus de 300 millions de personnes par an. Ce sont de véritables armes de destruction massive pour tout un continent : en Afrique, près de 2 millions de personnes meurent du paludisme chaque année. Aujourd'hui, on peut soigner le paludisme par des traitements efficaces. Ainsi en 2003, les équipes de Médecins Sans Frontières ont pris en charge plus d'un million de malades. Mais ce n'est pas assez. ENSEMBLE ARRETONS CETTE HECATOMBE* »

* hécatombe : grand nombre de victimes et de morts

QUESTIONS

Question 1 : Quel message veut transmettre le document ? Par quels moyens visuels l'auteur l'exprime-t-il ?

Question 2 : Pourquoi fait-il référence à une « arme de destruction massive » ?

Question 3 : Quel espace géographique est concerné par cette « arme » ? Présentez quelques caractères spécifiques de cet espace.

Question 4 : Quel type d'organisation est à l'origine de ce document ? Dans quelles intentions cette organisation a-t-elle fait réaliser cette affiche ?

Question 5 : En quoi ce document est-il révélateur de l'état sanitaire et économique des pays du Sud ?

2. Exercices qui portent sur deux documents

Document 1 : Carte sur l'Indice de Développement Humain (IDH)

Source : PNUD

Document 2 : Quelques indicateurs sur la santé dans le monde.

Nombre de médecins pour 1000 habitants, Espérance de vie, Mortalité infantile avant 5 ans, Total des dépenses de santé

Source : rapport FMI.

Questions

- 1) Quels critères apparaissant dans le document 2 sont pris en compte dans le calcul de l'IDH ?
- 2) Quelles grandes fractures de développement la carte (document 1) fait-elle apparaître dans le monde ?
- 3) Tous les pays développent-ils les mêmes moyens en matière de santé ? (Document 2)
- 4) A l'aide des deux documents, montrez que la question de la santé est liée aux inégalités de développement.

Document 1 : Message du directeur général de l'OMS (2002) (extraits).

Il est essentiel d'agir. L'épidémie de maladies non transmissibles, qui s'étend rapidement et qui est déjà responsable de quelque 60 % des décès dans le monde, est manifestement liée à des habitudes alimentaires universelles et à la consommation accrue d'aliments industriels gras, salés ou sucrés. Dans les taudis des mégapoles d'aujourd'hui, des maladies non transmissibles dues à des habitudes et à une nourriture malsaines coexistent avec la sous-alimentation.

Comme je l'ai dit au Sommet mondial de l'alimentation à Rome en juin de cette année, le développement économique et la mondialisation ne sont pas inévitablement associés à des conséquences sanitaires négatives. Bien au contraire, nous pouvons mobiliser les forces de la mondialisation pour réduire les inégalités, combattre la faim et améliorer la santé dans une société planétaire plus juste et mieux intégrée.

Quels que soient les risques sanitaires auxquels il est exposé, et que ceux-ci soient ou non liés à la consommation, chaque pays doit pouvoir adapter les politiques de réduction des risques à ses propres besoins.

Les meilleures politiques sanitaires sont fondées sur des données scientifiques. L'Organisation mondiale de la Santé est tenue de recueillir des données exactes et de veiller à ce qu'elles soient correctement utilisées pour améliorer la santé dans le monde.

Le présent rapport contient de telles données. Il montre la voie à suivre et veut aider chaque pays à choisir les mesures les plus appropriées et les plus rentables qu'il puisse prendre pour réduire au moins certains risques et promouvoir une vie saine dans sa propre population. J'exhorte chacun de ces pays à examiner très sérieusement les actions qui s'imposent dès à présent et à s'engager à les entreprendre.

Il explique aussi l'importance d'une communication des risques franche et claire à l'intention du grand public et l'utilité de créer un climat de confiance et de partage des responsabilités entre le gouvernement, le grand public et les médias.

Cette dernière condition est essentielle.

Nous savons que la plupart des gens choisiront d'adopter des comportements plus sains, surtout s'ils reçoivent des informations fiables d'autorités en qui ils ont confiance et si l'action de ces autorités s'appuie sur des lois réalistes, de bons programmes de promotion sanitaire et un vigoureux débat public.

Réduire les risques pour la santé relève de la compétence de l'Etat, mais doit aussi demeurer partout la préoccupation essentielle de tous les individus et de tous ceux qui en ont la charge. Chacun trouvera un message dans ce rapport sur la santé dans le monde.

<http://www.who.int/whr/2002/message from the director general/fr/index.html>

Document 2 : carte de l'épidémie de sida dans le monde.

Questions

- 1) A l'aide du document 2, montrez les grandes inégalités géographiques dans la répartition des malades du sida.
- 2) Montrez, d'après le document 1, que la question de la mauvaise alimentation peut se poser partout dans le monde.
- 3) D'après le document 1, quels sont les différents acteurs des politiques sanitaires ? Quelles sont leurs actions respectives ?

Document 1 : Nombre de personnes infectées par le virus du Sida

source : Rapport ONUSIDA

Document 2 : Article de Jean-Hervé Bradol, président de Médecins Sans Frontières (MSF)

« Au début des années 2000, un évènement majeur est intervenu : la mise sous traitement de centaines de milliers de patients financièrement incapables d'en payer le prix (grâce à) la mise en vente, à des prix trente fois inférieurs à ceux pratiqués jusque-là, de formes génériques de médicaments produits en Inde - encore non tenue de respecter les règles de l'OMC. Pour 300 dollars, au lieu de 10 000, on pouvait maintenir en vie les malades. Une révolution ! Cela a forcé les Etats (et leurs ministères de la Santé) et l'OMS à ne plus masquer leur manque de volonté politique derrière l'alibi économique et à se déclarer enfin favorables au traitement des malades des pays aux faibles ressources matérielles et humaines, les plus gravement touchés.

Depuis,[...] les annonces des grands laboratoires sur des baisses de prix supplémentaires ont eu un impact bien moindre sur la survie des malades. Un examen attentif révèle qu'il s'agit pour l'essentiel de leurres. Leur but n'est pas de répondre à une situation concrète - le faible accès des malades au traitement et l'absence d'un vaccin capable d'interrompre l'extension de la pandémie - mais de protéger; par des actions de communication, la crédibilité et les intérêts institutionnels de ceux qui portent la responsabilité d'une dramatique insuffisance de recherche médicale et de volonté politique.

Dans les missions MSF [Médecins Sans Frontières], nous avons saisi l'opportunité de la baisse des prix intervenue en 2001 avec d'autant plus d'enthousiasme que nous avons fait campagne pour. [...] Nos dossiers médicaux montrent que [les malades des pays pauvres] suivent plus scrupuleusement leur traitement que bien des malades des pays dits développés. Les résultats sont bons[...] compte tenu des contextes précaires dans lesquels se déroule l'exercice: traitements gratuits, prescrits principalement à partir de bilans cliniques en économisant le plus possible les examens de laboratoire, combinaisons génériques à doses fixes (qui permettent de réduire le nombre de comprimés à avaler chaque jour), important investissement dans l'information des malades sur les règles à respecter dans le suivi du traitement. »

Jean-Hervé Bradol, in *Messages - Journal des médecins sans frontières*, no 133, décembre 2004, p.2-3.

Questions

- 1) Citez les zones du monde les plus touchées par la pandémie de Sida. (document 1)
- 2) En quoi la pandémie de Sida est-elle révélatrice des inégalités de développement ? (documents 1 et 2)
- 3) Relevez dans le document 2 les principaux éléments de l'analyse du président de Médecins Sans Frontières.
- 4) Nommez les acteurs de la lutte contre le Sida et les difficultés auxquelles ils doivent faire face. (documents 1 et 2)

Document 1 : « Guerre aux moustiques »

On estime que 100 millions de personnes contractent la dengue chaque année. Il n'existe ni vaccin ni traitement curatif. Cette infection virale transmise par les moustiques provoque un syndrome de type grippal sévère qui nécessite souvent l'hospitalisation et qui peut évoluer vers la dengue hémorragique, potentiellement mortelle.

Les spécialistes s'accordent à penser que le seul moyen efficace de combattre ou prévenir cette maladie est de lutter contre son vecteur. Mais la tâche est rendue extrêmement difficile par le fait que le moustique du genre *Aedes* prolifère en milieu urbain et pique durant la journée. Les œufs peuvent rester en sommeil dans des réservoirs d'où l'eau s'est évaporée, par exemple dans des pneus, ceux-ci étant souvent expédiés dans le monde entier.

Heureusement, les résultats de nombreuses années de travaux scientifiques ouvrent un nouveau front dans la bataille contre ce moustique tenace. D'ici un ou deux ans, une nouvelle sorte de moustique pourrait être lâchée dans l'environnement si son utilisation est approuvée sur les plans de la biosécurité, de l'éthique et de la réglementation et si les communautés y consentent.

Créés dans les laboratoires de l'Université d'Oxford et d'Oxitec, entreprise de biotechnologie située dans le sud de l'Angleterre, ces moustiques mâles de l'espèce *Aedes aegypti* seront destinés à s'accoupler mais pas à se reproduire [...]

« Il ne s'agit plus d'une utopie, commente Luke Alphey. Si l'on obtient les fonds nécessaires, on peut envisager l'élimination de la dengue dans certaines régions ou certains groupes de pays grâce à la technique des moustiques génétiquement modifiés associée à d'autres méthodes. » C'est une bonne nouvelle pour les 2,5 milliards de personnes actuellement exposées à la maladie[...].

D'après une étude effectuée par l'institut Indien de gestion à Ahmedabad, les maladies transmises par le moustique *Aedes*, principalement la dengue et le chikungunya, autre maladie virale, coûtent à l'Inde pas moins de 1,3 milliard de dollars par an, dont 95 % sont consacrés à soigner les malades [...]

Malgré tout le bruit fait autour des moustiques génétiquement modifiés, peu y voient une solution miracle contre les maladies transmises par les moustiques. Luke Alphey considère lui-même cette méthode comme faisant partie d'un système global de lutte contre la maladie, opinion dont Anthony James, qui travaille [...] à l'université de Californie, se fait l'écho : [...]

« Nous allons devoir associer très étroitement les différents éléments de l'éradication des maladies transmises par les moustiques : la lutte antivectorielle, les vaccins et les médicaments », préconise-t-il.

Extraits du *Bulletin de l'Organisation Mondiale de la Santé* de Mars 2009 (programmes et projets). Recueil d'articles, volume 87, p.161-244.

Document 2 : Affiche d'information et de prévention sur la dengue en Guyane, département français d'Outre Mer, éditée par le site de l'Académie de Guyane en 2007.

Questions

1. Montrez avec précision que la lutte contre la dengue est un enjeu important de développement dans le monde. (document 1)
2. Décrivez l'affiche.
3. Que nous apprend cette affiche sur le caractère spécifique de la Guyane ?
4. Quel espoir récent apparaît et quels acteurs implique-t-il ? (documents 1 et 2)
5. Mettez en évidence, à travers l'exemple de la dengue, le caractère mondial des problèmes de santé. (documents 1 et 2)

II. L'éducation

1. Exercices qui portent sur un document

Document. Unicef, Communiqué de presse - Rapport sur le progrès pour les enfants, 18 avril 2005, www.unicef.org

« De plus en plus d'enfants vont à l'école, en partie parce qu'il y a plus de filles qui sont scolarisées :voilà la constatation positive du dernier rapport de l'UNICEF « Progrès pour les enfants », consacré cette année à la parité des sexes dans l'enseignement primaire. Mais, comme le rappelle le rapport, des millions de filles se voient encore refuser une éducation de base. Même s'il se comble peu à peu au plan mondial, l'écart entre garçons et filles pour ce qui est de la fréquentation scolaire reste considérable dans de nombreuses régions du monde. Non seulement les obstacles à la scolarisation des filles dans les pays en développement les privent de toute possibilité d'avenir, mais ils ont des effets négatifs sur leur santé et leur survie. « L'éducation, c'est plus que l'apprentissage, a fait valoir Carol Bellamy, Directrice générale de l'UNICEF, à l'occasion de la publication du rapport. Dans de nombreux pays, c'est une véritable bouée de sauvetage, en particulier pour les filles. Une fille non scolarisée courra plus le risque de devenir la proie du VIH/SIDA et aura plus de mal à garder sa famille en bonne santé, par exemple. » [...]

Au rythme actuel, la plupart des pays des régions Moyen Orient/Afrique du Nord, Asie de l'Est/Pacifique et Amérique latine/Caraïbes devraient parvenir à l'éducation primaire universelle d'ici à 2015. Mais la majorité des pays d'Afrique subsaharienne et beaucoup de nations d'Asie du Sud en seront loin si leur taux de progrès ne s'accélère pas considérablement. La pauvreté représente un obstacle fondamental à l'amélioration de l'accès à l'instruction. Dans les pays en développement, les enfants des 20 pour cent de ménages les plus pauvres ont en général trois fois moins de chances de fréquenter l'école primaire que ceux des 20 pour cent les plus riches. La moyenne masque des disparités énormes entre régions ou entre pays. [...] Le niveau d'instruction de la mère représente aussi un facteur important dans les chances de scolarisation d'un enfant. Dans les pays en développement, quelque 75 pour cent des enfants ayant abandonné l'école primaire viennent d'un foyer où la mère n'a jamais fréquenté l'école. [...] La prévalence du VIH/SIDA, les conflits civils, le travail des enfants, la traite des enfants et les catastrophes naturelles ont tous un impact manifeste sur l'accès à l'enseignement et ils touchent principalement les pays qui ne disposent que de médiocres infrastructures scolaires. Pour que l'éducation primaire universelle et la parité entre sexes à l'école deviennent réalité, il faudra des changements radicaux dans les modes de pensée et les politiques. Tous les pays doivent commencer à considérer l'éducation comme un droit fondamental et non comme une option que l'on choisit lorsque le budget le permet. On peut citer la décision du Kenya d'abolir les frais d'inscription à l'école primaire, suivant en cela l'exemple de la Tanzanie et de l'Ouganda, comme exemple de modification radicale de stratégie.

Il est certain que l'ouverture des portes de l'école à tous ceux qui souhaitent y entrer représente un lourd fardeau pour des pays aux ressources très limitées. C'est pourquoi il faut accroître considérablement l'aide internationale en matière d'éducation. L'ONU estime qu'il faudra un supplément de 5,6 milliards de dollars par an pour parvenir à l'éducation primaire universelle. Ce n'est pas une somme négligeable. Quelques-unes des nations les plus riches ont reconnu l'importance de ce défi. Le Gouvernement britannique a promis 2,68 milliards de dollars sur les trois prochaines années pour aider à scolariser davantage de filles. La contribution de la Norvège aux initiatives de l'UNICEF en matière d'éducation a été de 51 millions de dollars en 2003-2004. »

Questions

- 1) Quels progrès ce document fait-il apparaître en ce qui concerne l'accès à l'éducation dans le monde ?
- 2) Quelles inégalités demeurent cependant au niveau de l'éducation ?
- 3) Quels acteurs présentés dans le document tentent de résoudre le problème de la faible instruction ? Quels moyens mettent-ils en œuvre pour cela ?
- 4) D'après le document, pourquoi l'instruction féminine est-elle l'une des clefs du développement ?

Document : les problèmes de l'éducation dans l'Afrique subsaharienne.

Plus de la moitié de la population a moins de vingt ans voire comme en Ouganda, moins de quinze ans. [...]

Dans un pays comme l'Ethiopie, dont l'IDH est l'un des plus faibles au monde, et dont la population reste à 80% rurale, deux enfants sur trois en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisés. Pour les autres, les conditions d'apprentissage sont désastreuses : un enseignant pour soixante-cinq élèves dans le primaire, des « classes » bondées, ni tables ni sièges, etc.

La crise de la dette s'est traduite par un effondrement des systèmes éducatifs : années « blanches » dans l'enseignement (sans cours, ni examens), les enseignants n'étant plus payés, classes surchargées, fermeture d'écoles incapables d'assurer leur fonctionnement en milieu rural. Les ONG ont tenté d'y pallier, mais beaucoup de jeunes Africains se retrouvent aujourd'hui sans formation et sans perspective. Ils ont alimenté les guerres civiles lors de la « décennie du chaos », leur désarmement et leur réinsertion occupent aujourd'hui les opérations de paix menées par les Nations Unies, en Sierra Leone, au Congo ou en Angola. Beaucoup d'enfants, placés par leurs parents dans les plantations de la zone forestière, en Afrique de l'Ouest notamment, avec l'espoir de leur garantir un avenir meilleur, travaillent dans des conditions de semi-esclavage. Les anciennes traditions de « tutorat » (l'envoi d'un jeune en ville chez des parents ou amis pour qu'il soit hébergé et puisse aller à l'école) se sont dégradées en une semi-domesticité, qui peut devenir tragique dans le cas des petites filles, réduites à l'état de bonnes à tout faire. Le travail des enfants, de tradition dans les campagnes, est ainsi un véritable fléau dans les villes, car il éloigne la jeunesse d'une scolarisation déjà chaotique. [...]

Avant la crise de la dette, la fonction publique était le premier débouché des jeunes diplômés. Cette voie s'est tarie et les universités, où dominent les formations littéraires, peinent à offrir des débouchés. L'aide (des ONG et de toutes les formes de coopération) est devenue aujourd'hui le premier employeur dans beaucoup de pays. Les jeunes les plus dynamiques créent leur entreprise, voire retournent dans les campagnes, où ils profitent de leurs réseaux urbains pour mettre en place des systèmes de commercialisation efficaces. Beaucoup aussi s'exilent en Occident, privant leur pays d'origine de compétences pourtant chèrement acquises (le choix budgétaire de former un étudiant empêche de nombreux enfants d'accéder à l'école primaire). Il existe aujourd'hui plus de médecins africains installés en dehors du continent qu'en Afrique, où la plupart se cantonnent dans les quartiers aisés des grandes métropoles. « L'exode des cerveaux » est ainsi un drame pour l'Afrique, qui perd chaque année une matière grise essentielle à son développement.

Sylvie Brunel, *L'Afrique dans la mondialisation*, la Documentation Photographique N°8048, 4ème Trim. 2005.

Questions

- 1) Quels sont les problèmes liés à l'éducation en Afrique ?
- 2) Quels sont les effets sur l'éducation de l'insertion de l'Afrique dans la mondialisation ?
- 3) Le cas de l'Afrique subsaharienne constitue-t-il un exemple pertinent pour montrer les difficultés de l'éducation ou de l'accès à l'éducation dans les pays en voie de développement ? Expliquez pourquoi.

Document. Les dépenses publiques d'éducation dans le monde

	Dépense publique par élève du primaire (en \$ PPA ¹)	Dépense publique par élève du supérieur (en \$ PPA)	Total des dépenses publiques d'éducation (en % du PIB)	Effectif dans le supérieur (en milliers)	PIB par habitant (en \$ PPA)
Etats arabes					
Maroc	594	NC	5,5	369	5249
Koweït	2519	21806	3,6	38	19909
Tunisie	1765	4725	7,2	325	8898
Europe centrale et orientale					
Pologne	3368	3044	5,5	2146	14880
Asie de l'est et Pacifique					
Australie	5466	7319	4,8	1040	32938
Chine	NC	NC	NC	23361	7598
Japon	6490	5616	3,5	4085	32647
Laos	195	540	3	57	2304
Amérique latine et Caraïbes					
Brésil	1321	3010	4,5	4572	9108
Cuba	NC	NC	9,1	865	NC
Mexique	1641	4518	5,5	2447	8066
Amérique du nord et Europe occidentale					
Etats - Unis	8235	9300	5,3	17487	61810
Allemagne	4859	NC	4,5	NC	44660
France	5571	10679	5,7	2201	46016
Asie du sud et de l'ouest					
Bangladesh	123	773	2,5	1054	451
Inde	280	1812	3,2	12853	979
Iran	1304	2343	5,5	2829	3046
Afrique subsaharienne					
Burundi	134	2437	5,1	17	119
Ethiopie	160	10061	5,5	210	177
Sénégal	339	NC	4,8	59	774

1 Parité de Pouvoir d'Achat : C'est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies.

Source : Recueil de données mondiales sur l'éducation, institut de statistiques de l'UNESCO, 2008. D'après des données de 2006. Les données sur le PIB proviennent du FMI et sont de 2004 ou 2005.

Questions

1. Quels sont les éléments qui permettent d'estimer que les sources statistiques sont fiables ?
2. À partir de quelques exemples de votre choix, montrez les inégalités dans le domaine de l'éducation.
3. Montrez que de nombreux États considèrent l'éducation comme une clé du développement.
4. En quoi les dépenses d'éducation sont-elles révélatrices des fractures du monde ?

2. Exercices qui portent sur deux documents

Document 1 : L'éducation dans le monde en 2006

Espaces géographiques	Taux d'alphabétisation des jeunes (a)	Taux d'enfants scolarisés dans le primaire	Taux de travail des enfants de 5 à 14 ans
Afrique subsaharienne	70%	72%	35%
Asie du Sud	73%	86%	13%
Asie de l'Est et Pacifique	98%	98%	10%
Amérique latine et Caraïbes	97%	95%	11%
Europe de l'Est et Russie	98%	91%	5%
Moyen Orient et Afrique du Nord	88%	84%	9%
Pays industrialisés	99%	96%	0%
Pays en développement	87%	88%	16%
Pays les moins avancés	67%	77%	29%
Données mondiales	88%	89%	14%

(a) nombre de jeunes personnes alphabétisées, entre 15 et 24 ans, exprimé en pourcentage de la population totale de cette catégorie d'âge.

Source : UNICEF et Institut de la statistique de l'UNESCO, 2006.

Document 2 : L'accès inégal à l'éducation.

« On compte environ 10 millions de filles non scolarisées de plus que de garçons dans le monde. 83 % des filles non scolarisées de la planète habitent en Afrique subsaharienne, Asie du Sud et dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique. Les filles ont un accès plus restreint à l'enseignement primaire, et elles ont moins de chances d'achever leur éducation dans le secondaire à cause des mariages et des grossesses précoces. Obligées de s'occuper des membres plus âgés de sa famille, ainsi que de ses frères et sœurs plus jeunes, la fille sera fréquemment retirée de l'école avant d'avoir achevé ses études.

Etre privé d'école, c'est grave pour tous les enfants, mais pour les filles c'est une catastrophe dont les conséquences sont très difficiles à réparer, a déclaré Mme Bellamy. Les filles qui ne sont pas allées à l'école sont plus exposées à la faim, à la violence, aux abus sexuels et à la traite. Elles risquent plus que leurs camarades scolarisées de mourir en couches et de contracter le VIH/SIDA. »

Déclaration de la Directrice générale de l'UNICEF, C. Sellamy. *Pourquoi éduquer les filles ?* mars 2004.

Questions

- 1) Quelles sont les régions du monde où le pourcentage d'enfants non scolarisés est le plus élevé ? Comment l'expliquer ?
- 2) Quelles autres inégalités sont visibles sur le document 1 ?
- 3) A l'aide du document 2, montrez pourquoi l'accès à l'éducation pour les filles fait l'objet d'inégalités et quelles en sont les conséquences.
- 4) Cette inégalité est-elle généralisée à l'ensemble de la planète ?
- 5) En dégageant les complémentarités des deux documents, rédigez quelques phrases de synthèse de façon à montrer que l'accès à l'éducation dans le monde est l'objet de plusieurs inégalités.

Document 1. L'accès à l'éducation, « enjeu de dignité humaine et de lutte contre l'exclusion ».

« Les chiffres de l'alphabétisation et de l'accès à l'éducation traduisent à l'évidence les profondes disparités de niveau de vie entre pays riches et pays pauvres. Mais ils sont aussi révélateurs de manquements graves aux droits des femmes et des enfants. Selon l'Organisation internationale du travail et l'UNICEF, 250 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans travaillent, soit un enfant sur quatre dans le monde.

C'est en Afrique que la proportion des enfants au travail (41 %) est la plus forte. L'Asie vient immédiatement après, tristement célèbre pour le million d'enfants qui entre chaque année sur le marché illicite du sexe (principalement en Inde, en Thaïlande, à Taiwan et aux Philippines).

Cette exploitation des femmes et des enfants a évidemment des répercussions sur l'accès à l'éducation. Si environ 20% de la population mondiale de plus de 15 ans est analphabète, dont 138% dans les pays du Sud, près des deux tiers de cette population est féminine. Or, les enfants nés de femmes qui n'ont pas reçu d'enseignement de type scolaire courent deux fois plus de risques de mourir avant leur premier anniversaire que ceux dont les mères ont poursuivi leurs études au-delà du primaire.

Si l'accès à l'éducation des enfants est de plus en plus une condition d'attribution des aides publiques* au développement, l'analphabétisme reste le parent pauvre de la coopération internationale. Les aides publiques, principalement affectées à l'enseignement primaire, laissent orpheline la question de l'apprentissage de l'écrit par les adultes. Ce sont les ONG qui comblent, dans de nombreuses régions de la planète, le vide laissé par les politiques publiques.

Le phénomène de l'analphabétisme est également préoccupant dans les pays développés, où l'illettrisme est un des facteurs aggravants de la pauvreté et de la marginalisation, en produisant des sociétés à deux vitesses.

L'accès à l'éducation est un enjeu de dignité humaine et de lutte contre l'exclusion, au Nord comme au Sud. »

SACQUET (Anne-Marie) : *Atlas mondial du développement durable*, Paris, 2007

* aides internationales provenant des Etats

Document 2. Taux net de scolarisation primaire dans le monde (2000-2004)

	Pays développés industrialisés	Pays en développement	Pays les moins avancés
filles	98	33	65
garçons	95	38	71

Source : UNICEF, *La situation des enfants dans le monde*, Rapport 2006.

Questions :

Question 1 : Selon les documents, quelles sont les populations et les espaces touchés par l'analphabétisme ?

Question 2 : Quelles causes de l'analphabétisme nous proposent les documents ?

Question 3 : D'après les documents, précisez quels sont les acteurs, les actions et les limites de la lutte contre l'analphabétisme ?

Question 4 : Quelles relations entre l'éducation et le développement proposent ces deux documents ?

Document 1. Affiche de l'UNESCO pour la journée internationale de l'alphabétisation

Document 2. Carte sur l'analphabétisme dans le monde.

(taux d'analphabétisme des adultes, rapport du taux d'analphabétisme femmes/hommes)

Source : base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, <http://www.unesco.org>

D'après *l'Atlas de la mondialisation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, 2ème édition.

Questions :

- 1) Quels sont les points communs et les différences entre les deux documents ?
- 2) Expliquez le choix du titre de l'affiche et des éléments qui la composent.
- 3) En vous appuyant sur des données chiffrées, indiquez dans quelles régions du monde l'analphabétisme est le plus important. (document 2)
- 4) Quelles missions de l'UNESCO apparaissent dans ces deux documents ?
- 5) Montrez que l'accès à l'éducation est une source d'inégalité entre les régions du monde et entre les Etats.

Document 1 : Taux d'analphabétisme (en%) des adultes (plus de 15 ans) dans les pays du bassin méditerranéen.

Source : données du Programme des Nations Unies pour le Développement et de l'UNESCO

Document 2 : Campagne de la Croix Rouge française contre l'illettrisme sur son site internet.

Questions :

- 1) Présentez de manière précise les deux documents.
- 2) Quelles sont les principales inégalités en termes d'analphabétisme entre les pays du bassin méditerranéen ? (document 1)
- 3) Identifiez les acteurs intervenant dans la lutte contre l'illettrisme. (document 2)
- 4) Analysez la situation de la France en matière d'analphabétisme et d'illettrisme en justifiant votre réponse. (documents 1 et 2)
- 5) Montrez que l'éducation est un enjeu du développement.

Document 1. Carte sur le taux d'analphabétisme et le rapport du taux d'alphabétisation femmes / hommes dans le monde (hors OCDE)

Document 2. Scolarisation au Pakistan

Taux d'achèvement du cycle d'étude primaire

PAKISTAN 38%	Ruraux	Femmes 17%
	30%	Hommes 42%
	Urbains	Femmes 50%
	57%	Hommes 64%

Source : *Rapport mondial 2005*. Programme des Nations Unies pour le développement

QUESTIONS

Question 1 : En vous appuyant sur les documents, nommez des pays et des régions du monde qui sont concernés :

- fortement par l'analphabétisme,
- moyennement par l'analphabétisme.

Question 2 : Selon les documents, quels sont les groupes de personnes les plus affectés par l'analphabétisme ? Appuyez vos propos par des exemples précis.

Question 3 : En quoi les données de la carte (document 1) sont-elles complémentaires ou non de celles du document 2 sur le Pakistan ? Justifiez votre réponse.

Question 4 : Existe-t-il toujours un lien entre le taux d'analphabétisme et le niveau de développement ? Justifiez vos propos en vous appuyant sur plusieurs exemples.